

M. Le Président de la SPL, M. Le Président de la Cirest,

Par l'intermédiaire de la Directrice Générale, vous nous avez conviés (les 3 délégués syndicaux) le mardi 7 novembre 2023 vers 15h pour faire le point sur la situation de la SPL ESTIVAL.

Monsieur le Président, à quoi doit on s'attendre comme propos de votre part ? En effet, depuis que vous assumez la présidence par intérim, les rencontres, nous en avons eues et on ne peut pas dire que vous avez fait preuve de respect à notre égard, à l'égard du personnel d'Estival que nous représentons.

Doit-on vous rappeler tous les mensonges tenus ici et là ou encore l'absence de réponses claires à des questions posées à maintes reprises ?

Chaque jour qui passe, nous prenons connaissance des éléments qui nous mènent à penser que la banqueroute d'Estival semble avoir été pensée, organisée. Le dernier en date, et pas des moindres, est la convention de service public (CSP) que vous avez signée avec l'ex PDG Ludovic ALAMELOU.

N'étiez-vous pas au courant que le coût kilométrique était à 6.35€ dans la présente CSP, contre 8.75€ dans le précédent contrat ? Difficile de comprendre que ce coût soit inférieur à la précédente DSP et du coût moyen appliqué sur le territoire (entre 11 et 15€) sans prendre en compte l'inflation qui sévit depuis 2021.

En signant une convention avec un coût aussi faible, n'avez-vous pas délibérément mis en danger financièrement la SPL et son personnel ? Quel était le but de la manœuvre Monsieur le Président de la Cirest ? La Cirest que vous présidez, avait-elle pour intention de mener la SPL à la faillite ? En nommant « un bagagiste » (selon les médias) à la SPL, là encore, les salariés se posent la question qui était réellement aux commandes de notre société, qui tirait les ficelles quand on sait que chaque mardi, vous et lui aviez rdv pour faire le point sur la SPL, que la SPL était selon vous l'outil le plus adapté afin d'exercer un contrôle plus accru des moyens déployés par la collectivité pour le TU...

Notre ex-PDG, à qui vous avez accordé votre confiance en SEM, en qui vous avez renouvelé votre confiance lors du passage de la SEM en SPL, oui notre ex-PDG qui aujourd'hui est pointé du doigt par tous, ne peut, à notre sens, tenu pour être le seul responsable de ce marasme économique, financier et social que connaît la SPL.

Dès lors, et sans refaire l'histoire que vous connaissez probablement sur les bouts de doigts, quel est l'objectif de cette rencontre ? Vous entendre nous raconter une énième fois que vous ne saviez pas que le PDG n'avait pas le diplôme requis pour diriger la SPL ? que vous n'étiez pas au courant des dérives de la SPL ? que vous ne saviez pas des embauches effectuées l'an dernier et cette année ? Doit-on vous les citer pour vous rafraîchir la mémoire ? que vous ne saviez pas toutes les dépenses farfelues de la SPL, loyers (30 mois celui du siège à Bras-Panon dans le vide), nouvelles voitures (3 en 24 mois pour PDG), restaurants, paiement de factures par la SPL pour la commune de St-Benoit, etc (la liste est certainement trop longue !!!!).

Pour répondre à votre demande de rencontre, nous vous demandons que cette dernière se fasse en présence des maires des 5 autres communes, les seuls (avec leurs élus respectifs) à pouvoir voter demain, la revalorisation du coût kilométrique de la CSP, et aussi la recapitalisation de la SPL pour sauver notre société créée il y a plus de 18 ans.

En effet, il est urgent qu'avec nos collègues élus du CSE, nous puissions échanger sur ce qui s'annonce comme vital pour la survie de la SPL.

Comprenez Monsieur le Président que la confiance est rompue avec vous, avec les membres du CA qui aujourd'hui, d'après vos dires, ont donné leur accord pour le PSE, c'est-à-dire pour « dégager des agents » qui ont plus de 15 ans d'ancienneté entre autres. Doit-on vous parler du cas de l'informaticien ? celui qui a sauvé les serveurs après l'incendie ? Tout nous laisse à penser que ce dernier semble aujourd'hui faire l'objet d'une chasse à sorcière pour avoir pu sauver toutes les données après ce fameux lundi 17 juillet, soir de l'incendie.

Sachez enfin, qu'en tant que représentants du personnel, il n'est pas possible d'accepter que des politiques puissent licencier des agents dans ces conditions, que le licenciement soit le cadeau de Noël de certains d'entre nous.

Qu'importe comment et par qui, ils ont été recrutés, sachez que derrière chaque agent, il y a probablement une famille, un engagement financier, un enfant en études etc.

Nous restons à votre disposition, et celles des maires pour en discuter, pour qu'ensemble, nous trouvions les leviers qui permettraient de sauver TOUS LES EMPLOIS et la SPL.

Les délégués syndicaux

M Joe BOYER 

Thierry HOAREAU 

Stéphane MIRASSAMY 
CFDT